



## DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION AU CSA SD74 DU 18 mars 2024

**Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD74,**

Notre organisation, **l'UNSA Éducation** appelle à la grève le 19 mars. En effet, les personnels de l'Éducation nationale qui ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer ces dernières années, attendent la revalorisation légitime à laquelle ils ont droit. Pourtant, en guise de reconnaissance des métiers qu'ils exercent, faisant fi non seulement de leur investissement mais également de leur rôle social indispensable, ils devraient une fois de plus faire les frais de la politique d'austérité menée par le gouvernement.

Pour **l'UNSA Éducation**, dans les faits, ce gouvernement n'aura réussi que dans un domaine : affaiblir encore le service public d'éducation et dégrader un peu plus les conditions de travail des personnels. Le ministère n'a cessé de prétendre vouloir procéder à un choc d'attractivité. Mais dans la réalité, Il semble insensible à la désillusion des personnels, à la poursuite et l'aggravation de la crise majeure d'attractivité de l'Éducation nationale.

Pour **l'UNSA Éducation**, il y a une inconscience à refuser de sanctuariser le budget de l'éducation nationale alors que nul ne peut ignorer la réalité de la crise traversée et l'impérativité de renforcer les moyens pour rendre à l'école publique la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Ce CSA-SD moyens collège se tient aujourd'hui dans le contexte de la mise en place du « choc des savoirs » dénoncée par **l'UNSA Education** et part la majorité des organisations syndicales. Concernant les groupes de niveau on assiste à une véritable cacophonie qui est insupportable dans les établissements. La ministre nous dit un jour que ces groupes de niveau seraient remplacés par des groupes de besoin et si tel était le cas, nous pourrions nous réjouir d'avoir été entendus, mais le premier ministre semble systématiquement rétropédaler en réaffirmant le 13 mars que les groupes de niveau seraient mis en place sur trois quarts de l'année. Il a fallu attendre hier dimanche 17 mars pour que le Journal officiel annonce la mise en place de groupe, je cite, « constitués en fonction des besoins des élèves ». Cette terminologie n'a qu'un seul objectif permettre au Premier ministre de ne pas se dédire.

A **L'UNSA Education**, nous souhaitons seulement que des dispositions soient prises en fonction des besoins réels des élèves et non des mesures prises uniquement en direction de l'opinion publique non concernée par l'éducation. D'ailleurs, les sciences de l'Éducation sont pour le coup très claires : les groupes tels qu'ils seront mis en place seront inefficaces. Par ailleurs, il faut abandonner les autres dispositifs envisagés comme la classe de prépa-seconde qui n'a aucun sens, ainsi que la labellisation des manuels dont le sens caché et néfaste transparait très clairement dans les textes. Pour les mesures qui n'ont pas encore fait l'objet de textes (DNB, théâtre...) nous demandons l'abandon immédiat avant qu'elles ne dégradent elles

aussi davantage les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Concernant l'ordre du jour de ce CSA-SD, nous pouvons réagir sur 3 points :

- Nous actons positivement la création nette de 18 postes. Néanmoins, aujourd'hui pour chaque création de postes et encore plus dans notre département, nous ne pouvons que nous inquiéter de savoir s'il y aura les personnels en face des élèves à la rentrée. Nous rappelons que de très nombreux remplacements de longue durée dans des disciplines diverses ne sont actuellement pas effectués. La crise des vocations est une réalité et ce n'est pas en mettant en place des brigades de TZR numériques que la situation va s'améliorer.
- Nous pouvons constater les conséquences de l'abolition de l'heure de technologie en 6<sup>e</sup> l'année dernière, avec 8 suppressions de poste et 3 mesures de carte scolaire. Nul doute que la technologie reviendra lorsque la prochaine enquête PISA démontrera les lacunes de nos élèves notamment dans la maîtrise de l'outil informatique. Rappelons notamment que le taux d'équipement en ordinateur dans les foyers diminue pour la première fois depuis quelques décennies. Le besoin de formation, notamment numérique, va se faire encore plus ressentir.
- Le choc des savoirs et les besoins en enseignant de mathématiques et français pour les groupes « constitués en fonction des besoins des élèves », puisqu'il faut les appeler ainsi vont entraîner la création de postes partagés qui n'apparaissent pas dans les documents aujourd'hui. Les besoins vont obligatoirement augmenter. Nous vous avons interrogés sur ce point, la réponse apportée nous laisse très dubitatifs.

**Pour l'UNSA Éducation,**

Julien Joly

Catherine Masset